

Michel Aglietta, en collaboration avec
Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot

La Monnaie entre dettes et souveraineté

Paris, Odile Jacob, 2016

Michel Aglietta est un économiste généralement qualifié d'hétérodoxe par opposition aux tenants de la science économique dite *mainstream*. Lui-même mathématicien, il ne s'en laisse pas conter. Son livre, publié en collaboration avec Pepita Ould Ahmed (économiste, IRD) et Jean-François Ponsot (historien, université de Grenoble-Alpes), condense plus de trente ans de recherches sur la monnaie, mobilisant un réseau pluridisciplinaire d'économistes, d'historiens, de sociologues, d'anthropologues, de philosophes, etc. Ce réseau s'est signalé par de nombreuses publications sur le rapport entre monnaie, d'une part, dette, souveraineté, violence, valeur, crises, unité, multiplicité, finance, etc., d'autre part, largement citées dans le livre de Michel Aglietta. Je l'appellerai réseau « monnaie politique » (MP).

L'ouvrage propose l'état des connaissances propres à ce courant de pensée régulationniste et institutionnaliste. Il s'ouvre sur une critique virulente du mensonge de la neutralité économique et politique de la monnaie, laquelle est censée éliminer le risque et assurer l'équilibre spontané des marchés ainsi que leur moralité. Ces pages écrites au vitriol se referment sur le constat suivant : « la théorie de l'économie pure est une cathédrale dogmatique impressionnante. [...] Hypostasier le Marché coûte très cher. Aucun sens n'est donné au collectif, à la recherche du pouvoir, aux conflits producteurs d'innovations sociales. Toutes les médiations des institutions qui interfèrent avec l'économie sont ignorées. C'est le cas de l'institution la plus fondamentale, du lien social le plus général : la monnaie. C'est pourquoi la remise en cause doit être radicale » (p. 43). La suite définit la monnaie comme « un rapport d'appartenance des membres d'un groupe social au groupe entier » (p. 44).

Cette définition convoque la compétence des spécialistes du social — anthropologues, sociologues, historiens, philosophes —, d'où résulte logiquement la constitution du réseau MP. Soulignons ce que cette démarche a d'exceptionnel dans le champ de l'économie. Elle tranche avec celle de la soi-disant science économique, qui se garde d'établir le dialogue avec les sciences de l'homme et de la société, qui signerait son incomplétude. La définition s'étoffe d'une réflexion sur le monnayage, la liquidité, les fondements de la confiance — édifice fragile et parcouru d'ambivalence.

À la suite de cette ouverture fracassante, le livre s'engage dans un traité de la monnaie en quatre parties de deux chapitres chacune. Le chapitre 1 étant déjà résumé, passons au chapitre 2, qui réaffirme la centralité des dettes, notamment des dettes de transmission de la vie qui nouent ensemble les générations successives et dessinent un principe de souveraineté et de confiance dans la monnaie.

Les trois parties suivantes ont une structure identique, avec un premier chapitre plus historique et un second plus analytique. La seconde partie convoque la compétence des historiens sur les apports de l'Antiquité, du Moyen Âge et de la réforme monétaire qui créa la Banque d'Angleterre et l'étalon-or comme monnaie internationale. Le fil d'Ariane de ce chapitre est l'adossement politique de la monnaie à une souveraineté.

Le chapitre 4 s'ouvre sur l'émergence des sociétés salariales au XX^e siècle, qui transforme le système des dettes et des liens sociaux. Avec l'avènement de l'État de protection sociale, le montant de la dette progresse fortement. L'étalon-or disparaît. La monnaie devient purement autoréférentielle et sa légitimité purement politique. Les États continuent d'encadrer la finance jusqu'au début des années 1980. À la suite de la grande inflation des années 1970, celle-ci se libéralise. Il en résulte une succession de crises financières et la destruction du principe de justice par la dérive des inégalités. La manière dont les économistes tentent de corriger ces errements se fait par l'« extraordinaire escroquerie idéologique » de la captation néolibérale des droits humains (p. 166). Le chapitre se clôt sur l'évocation de ce que pourrait être un nouveau principe de souveraineté : mise en valeur des territoires par les monnaies locales complémentaires, financement de la transition énergétique, partage des communs et justice sociale.

La troisième partie reprend l'histoire monétaire sous l'angle de ses innombrables crises, de l'Antiquité à la libéralisation de la finance (chapitre 5). Le chapitre 6 résume les apports de l'école de la régulation, de l'âge classique aux différents modèles et doctrines de politique monétaire en régime de très basse inflation.

Si les trois premières parties condensent les travaux publiés à ce jour par M. Aglietta et les chercheurs du réseau MP, la quatrième partie se singularise par l'actualité des recherches de l'auteur sur le système monétaire international (SMI),

dont l'instabilité constitutive est aggravée par la crise de l'euro, les limites du dollar — à la fois monnaie nationale et étalon international —, la montée en puissance des nouvelles économies, dont la Chine, et les crises de la finance globalisée. Le chapitre 7 souligne l'incomplétude constitutive de toute monnaie internationale au cours de l'histoire, afin de cerner la notion de système monétaire international efficace.

Les bénéficiaires de la déconfiture du système de Bretton Woods au milieu des années 1970 furent les banques d'affaires internationales, qui se sont emparées des déséquilibres inhérents aux échanges internationaux en précipitant le monde entier dans une orgie d'endettement créatrice de rente financière. Celle-ci ouvre une période au cours de laquelle « la finance privée s'est installée au poste de commande en formant un lobby international d'une puissance inouïe qui a altéré décisivement les souverainetés nationales » (p. 362).

Le chapitre 8 envisage différentes organisations possibles du SMI entre l'hégémonie d'une devise et coopération. Les espoirs et désillusions de l'euro tiennent à son incomplétude, puisqu'il n'est adossé à aucune souveraineté européenne digne de ce nom. Seule la coopération institutionnalisée face aux asymétries semble digne d'espoir. L'auteur reprend à son compte une proposition faite par Keynes à Bretton Woods, celle du Bancor n'ayant cours que pour les règlements internationaux entre banques centrales et qui permettrait de gérer les asymétries. Elle a connu un début de réalisation avec les Droits de Tirages Spéciaux comme liquidité internationale ultime sous la supervision du FMI. Cette piste mérite d'être poursuivie sous condition d'une réforme radicale du FMI afin d'y faire entrer tous les partenaires du SMI.

Le livre se lit facilement. Il propose des tableaux synthétiques, quelques rares modélisations mathématiques « si l'on n'est pas rebuté », écrit l'auteur, des encadrés et une synthèse pédagogique pour enseigner la monnaie en huit points (p. 91 et sq.). Il mobilise de nombreuses données historiques et anthropologiques. Il distille au fil des pages des analyses de notions essentielles : liquidité, dette, souveraineté, justice sociale, société marchande et non marchande, confiance dans ses trois composantes : hiérarchique, éthique, procédurale, etc. Il s'agit d'un traité de la monnaie signé par un maître en la matière.

Demandons-nous ce que la tribu des anthropologues pourrait tirer de la lecture de ce livre, handicapée qu'elle est, comme bien d'autres, par le désengagement de l'État et par les logiques marchandes qui président de plus en plus à la carrière des enseignants-chercheurs, à l'offre d'enseignement et à l'édition scientifique. L'auteur aide à comprendre le désastre intellectuel et institutionnel qui se trouve à l'origine de ces dérives, de l'explosion de l'endettement public et privé, de la rente financière correspondante et de l'accroissement constant des inégalités de toutes sortes. Qu'un chercheur aussi pondéré et maître de son expression parle du marché comme parole du prophète (p. 25) et de « l'arbitraire dogmatique des ayatollahs de l'efficience des marchés » (p. 273) est de nature à nous alerter sur l'importance, pour la discipline anthropologique, du débat engagé sur la monnaie par Michel Aglietta et le réseau MP.

L'auteur tend la main aux anthropologues : si la monnaie participe du lien social et politique, alors c'est un fait qui ne relève pas de la seule économie, mais d'un certain nombre de sciences sociales qui seraient bien avisées de rendre la politesse. Certains anthropologues ne s'y sont pas trompés (Daniel de Coppet le premier) qui ont rejoint le réseau. La monnaie est un objet anthropologique suffisamment central pour s'inscrire à l'agenda de la discipline.

Michel Aglietta mentionne en passant le versant institutionnel de ce désastre intellectuel. Il est essentiel. Je me permets de le préciser : le credo de la neutralité de la monnaie, de l'efficience des marchés et de la science économique comme science naturelle sujette à modélisation n'est pas d'abord une victoire intellectuelle. Partie des États-Unis dans les années 1960 et 1970, elle s'est faite par la conquête de positions de pouvoir et d'influence dans les clubs de réflexion, les fondations, les médias, la magistrature, les chambres de commerce, le Congrès, et surtout l'enseignement, grâce aux financements de différents lobbies. En Europe, c'est à partir des années 1980 que la bonne parole s'est répandue, le prestige de l'Amérique aidant. Les enseignants des facultés de science économique, des grandes écoles, des écoles de commerce ont été conquis. Les plus influents ont verrouillé la 5^{ème} section du CNU et le jury d'agrégation. « Il n'est plus guère possible de faire une carrière académique si l'on n'épouse pas ce credo, écrit l'auteur. C'est particulièrement le cas en France, où le gouvernement s'est renié,

sous l'injonction comminatoire d'un seul économiste — auréolé du prix Nobel, il est vrai —, revenant sur sa décision d'ouvrir un espace de diversité à la recherche en créant une section universitaire destinée à mettre l'économie dans la société » (p. 10).

Les responsables de cette intoxication intellectuelle sont retranchés dans les institutions qu'ils contrôlent. Partant, ils peuvent se dispenser de tout débat scientifique avec ceux qui, comme Michel Aglietta, développent des arguments contraires. Ils n'ont aucun effort d'innovation à produire, assurés qu'ils sont de se voir récompensés par leurs pairs, de formater les élites des affaires, de la politique, des médias et de l'enseignement et de voir leurs recommandations d'experts adoptées par les gouvernants de quelque bord que ce soit. C'est grave « à une époque où l'impuissance à retrouver les fils du progrès est ressentie de toutes parts » (p. 10). Il y a là un appel pressant propre à mobiliser les anthropologues, sur les plans intellectuel et institutionnel, bien au-delà de leur discipline, par exemple en soutenant la création d'une section d'économie politique au CNU, où les tenants de l'ouverture disciplinaire auront quelque chance de briser la situation monopolistique dans laquelle les tenants de la concurrence libre et non faussée les tiennent paradoxalement prisonniers.

Les quelques points sur lesquels on pourrait engager un débat ne revêtent qu'une importance mineure. Je n'en évoquerai qu'un seul à titre d'exemple : si la dette sur laquelle se fonde la monnaie est une dette intergénérationnelle essentielle, cela n'invalide-t-il pas la théorie de David Graeber pour qui la dette est contingente, construite par la domination et les inégalités croissantes, et sanctionnée par la réduction en esclavage ? Ceci pour dire que le débat se poursuit, mais dans un champ magistralement balisé par Michel Aglietta et ses deux collaborateurs.

Jean-Pierre Warnier,
Institut des Mondes Africains (IMAF), Paris